



Ville de Cannes

URBANISME

ARRETE N° 26/3141

ARRETE

ARRETE DE MISE A JOUR DU P.L.U. DE CANNES

**Le Maire de la Ville de Cannes,**

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-11 relatifs au plan de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-43, L.153-60, L.210-1, L.212-1, L.212-2, L.213-3, L.300-1 et R.151-51 et R.153-18, R.212-1, R.212-2 et R.212-2-1 ;

Vu le code du patrimoine et notamment les articles L. et R.621-1 et suivants ;

Vu le code des transports et notamment les articles L.6351-1, L.6351-6 à L.6351-9, L.6372-8 à L.6372-10 ;

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble des protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 30 septembre 1977 concernant le texte authentique quadrilingue de ladite convention ;

Vu l'arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2007 relatif à l'implantation et à la structure des aides pour la navigation aérienne installée à proximité des pistes et des voies de circulation d'aérodromes ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu le courrier du Préfet des Alpes-Maritimes en date du 23 décembre 2024, reçu le 27 décembre 2024 et portant notification de la fiche de la servitude d'utilité publique T4 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-247 du 22 mars 2019 portant création et délimitation de la Z.A.D. La Roubine sur le territoire de la commune de Cannes ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Cannes du 30 septembre 2024 de demande de renouvellement de la Z.A.D. « La Roubine » ;

Vu la demande de renouvellement de la Z.A.D. adressée par lettre du Maire de Cannes en date du 24 octobre 2024 au Préfet des Alpes-Maritimes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-119 du 31 janvier 2025 portant renouvellement à périmètre identique de la Z.A.D. La Roubine à compter du 6 avril 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-065 du 15 octobre 2021 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (P.P.R.I.) de la commune de Cannes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-151 du 18 décembre 2025 portant approbation de la modification n°1 du P.P.R.I. de la commune de Cannes ;

Vu le courrier du Préfet des Alpes-Maritimes du 23 février 2026, reçu le 26 février 2026, relatif à l'approbation de la modification n°1 P.P.R.I. de Cannes, et à la demande de mise à jour du P.L.U. de Cannes, par remplacement de l'ancien P.P.R.I. approuvé.

Vu l'arrêté du Préfet de Région en date du 3 juillet 2020 portant inscription au titre des Monuments Historiques, en totalité, de l'ensemble formé par l'église Saint Georges et ses dépendances, situé au 29 avenue du roi Albert 1<sup>er</sup> à Cannes, cadastré section CM n°18 ;

Vu l'arrêté n°36 du Ministère de la Culture en date du 19 décembre 2023 portant classement au titre des Monuments Historiques, en totalité, de l'ensemble formé par l'église Saint-Georges à Cannes situé au 29 avenue du Roi Albert 1<sup>er</sup> sur la parcelle cadastrée CM n°18, tel que délimité en rouge sur le plan annexé audit arrêté et comprenant :

- l'église avec tous ses décors intérieurs et le cénotaphe du duc d'Albany,
- le parvis et son emmarchement,
- l'escalier d'accès au parvis,
- la chapelle mortuaire,
- la dépendance à usage de remise,
- l'espace paysager entourant l'église ainsi que la clôture et ses portails d'entrée.

Vu le courrier du Préfet des Alpes-Maritimes en date du 23 décembre 2024, reçu le 27 décembre 2024 et portant sur la mise à jour du P.L.U. de Cannes par actualisation des fiches relatives aux servitudes d'utilité publique A5, AC1, I1, I3, I4, PM1, PM2, PM7, PT1, PT2 et T5 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) en vigueur ;

**ARRETE****Article 1 :**

Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé susvisé de la commune de Cannes est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, ont été actualisés :

- 1) **Les annexes du P.L.U.** par l'ajout :
  - a. du dossier du P.P.R.I. comportant l'arrêté préfectoral portant approbation de la modification n°1, le rapport de présentation, le règlement, le plan de zonage réglementaire du secteur ouest de Cannes (pièces 6A.3 du P.L.U.) en remplacement de l'ancien P.P.R.I. approuvé ;
  - b. de l'arrêté préfectoral n°2025-119 du 31 janvier 2025 portant renouvellement de la Z.A.D. La Roubine (pièce n°6.C.3) ;
- 2) **La liste des servitudes d'utilité publique** (pièce 6A.1 du P.L.U.) ;
- 3) **Le plan des servitudes d'utilité publique** (pièce n°6A.2 du P.L.U.) ;
- 4) **Les plans de zonage général et ouest du P.L.U.** (pièces 4.1.A et 4.1.B du P.L.U.) ;
- 5) **Le cartouche de la liste des servitudes d'utilité publique** (pièces 6A.1 du P.L.U.) par la mention de la date de mise à jour du présent arrêté ;
- 6) **La légende et le cartouche du plan des annexes complémentaires** (pièce 6C.1) ;
- 7) **Le cartouche de l'annexe n°6.C.3 « Autres annexes »**, par la mention de la date de mise à jour du présent arrêté ;

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois. La mise à jour est effectuée sur les documents tenus à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux, à l'Hôtel de Ville annexe de Cannes et dans les locaux de la Préfecture des Alpes-Maritimes à Nice.

**Article 3 :**

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Cannes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 :

Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- M. le Préfet des Alpes-Maritimes,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois courant à compter de sa publication.

Fait à Cannes, le **02 AVR. 2026**

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué  
Jean-Pierre PANSIER

